

Sauver des vies, économiser de l'argent

Nous avons une chance unique de faire coïncider les objectifs de la santé, de l'environnement et de l'économie déclarent Maria Neira et Diarmid Campbell-Lendrum de l'Organisation mondiale de la santé.



Les changements climatiques sont considérés comme l'enjeu capital de ce siècle mais la santé pour tous reste la tâche inachevée du siècle passé. Chaque année, plus de 10 millions d'enfants meurent : c'est un affront à la dignité humaine. Or, depuis quelques mois se profile une crise financière mondiale qui menace de couper les ressources disponibles pour venir à bout de l'un ou l'autre de ces problèmes. Et certains se demandent, alors que les temps sont si difficiles, s'il faut investir aujourd'hui en vue de sauver des vies, de lutter contre les changements climatiques ou ni l'un ni l'autre. Qui est prioritaire : les glaciers, les êtres humains ou l'équilibre bancaire?

À y regarder de plus près, toutefois, ces choix apparemment rigides commencent à s'assouplir pour faire place à une perspective plus prometteuse. Se pourrait-il que nous ayons une occasion, qui n'arrive qu'une fois dans une génération, de mieux faire coïncider les objectifs de la santé, de l'environnement et de l'économie?

Depuis 20 ans, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) tire la sonnette d'alarme avec toujours plus de vigueur. Les changements climatiques affecteront, profondément et de manière négative, les conditions de base d'une bonne santé : de l'air et de l'eau propres, des cultures alimentaires viables et des logements adéquats. Chaque année, 60 000 personnes environ meurent dans des catastrophes naturelles liées à la météorologie, près d'un million meurent du paludisme, plus de deux millions de diarrhée et 3,5 millions de malnutrition. Chacune de ces menaces étant extrêmement sensible aux conditions climatiques, nous pouvons nous attendre à ce que l'élévation des températures et l'augmentation des phénomènes climatiques extrêmes rendent la lutte encore plus difficile. Le fardeau de ces maladies retombe essentiellement sur les pauvres, sur les femmes et en particulier sur les enfants qui contribuent le moins aux émissions mondiales de gaz à effet de serre. Ils ont besoin de protection, ils méritent d'être protégés.

Nous avons ici la première occasion d'alignement entre les changements climatiques et la santé. Dans la langue des spécialistes des changements climatiques, on dit qu'il faut « adapter la santé » pour protéger les plus vulnérables contre les risques associés aux changements climatiques. Nos mécanismes mondiaux et nos ressources, tel le Fonds d'adaptation (pour des projets d'adaptation concrets dans les pays en développement Parties au Protocole de Kyoto), devraient donc se focaliser sur la contribution à la protection de la santé.

Lorsque la communauté de la santé observe cette situation, elle utilise son propre langage de prévention des maladies ou de protection de la santé publique. Mais l'objectif est le même – il s'agit de sauver des vies quel que soit le temps. Et surtout, la communauté de la santé a la capacité certaine d'aider à réaliser cet objectif. On pense que les changements climatiques ne provoqueront pas une

émergence de maladies nouvelles, inconnues mais changeront les problèmes de santé actuels. Les mesures préventives nécessaires pour traiter la plupart des maladies influencées par le climat sont déjà bien connues. Renforcer ces mesures aidera à sauver des vies aujourd'hui (l'objectif de protection de la santé) et à réduire la vulnérabilité aux changements climatiques demain (l'objectif d'adaptation).

Prenons un exemple, les changements climatiques ainsi que d'autres tendances mondiales telles que les déplacements de plus en plus nombreux de personnes, de vecteurs de maladies et d'agents pathogènes, menacent de répandre les maladies infectieuses et d'exacerber les épidémies. Le secteur de la santé a déjà mis des systèmes de surveillance en place

Chaque année, 60 000 personnes environ meurent dans des catastrophes naturelles liées à la météorologie, près d'un million meurent du paludisme, plus de deux millions de diarrhée et 3,5 millions de malnutrition.

du niveau local au niveau international mais il y a des faiblesses dans la couverture et dans la capacité de réaction qui seront de plus en plus flagrantes à mesure que changera le climat. La meilleure solution consiste donc à renforcer les systèmes de surveillance de la santé existants et à les intégrer avec les systèmes de veille du climat et d'autres conditions environnementales favorisant l'émergence de maladies chez l'homme, les animaux sauvages et les animaux domestiques.

Autre exemple : conséquence essentiellement de l'extraction d'eau et de la pollution, les ressources mondiales d'eau douce sont en déclin. On s'attend à ce que les changements climatiques aggravent le stress hydrique, en particulier dans des régions déjà sèches comme la Méditerranée orientale et l'Afrique du Nord. Un programme intégré visant à améliorer les services d'adduction d'eau et d'assainissement, prévoir la désinfection des points d'utilisation et conserver l'eau, réduirait à la fois le fardeau actuel de la morbidité et la vulnérabilité à un nouveau stress hydrique.

Dans les conditions économiques actuelles, il est d'importance critique que ces mesures soient très rentables. Les investissements dans l'infrastructure aquatique et d'assainissement ont un rapport coûts-avantages très favorable selon les circonstances. Les nouvelles techniques telles que les systèmes d'alerte permettant d'éviter les décès lors de vagues de chaleur se révèlent également très rentables. Qu'on les appelle

adaptations aux changements climatiques ou mesures de santé publique, ce sont des mesures positives.

Le deuxième point de coïncidence a trait à l'objectif à long terme de stabilisation du climat. Bien des mesures qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre telles que l'utilisation de sources d'énergie plus propres pour produire de l'électricité, pour le transport et dans les foyers ainsi que l'aménagement urbain qui permet une utilisation sûre et efficace des transports publics présentent d'importants avantages « collatéraux » pour la santé. On peut citer des réductions potentielles de certains de nos fardeaux de morbidité les plus graves : 800 000 décès dus chaque année à la pollution de l'air à l'extérieur, 1,5 million dus à la pollution de l'air dans les habitations, 1,9 million dus à l'inaction physique et 2,6 millions dus à l'obésité.

Les arguments sanitaires présentent une possibilité énorme et négligée pour tous ceux qui luttent pour l'atténuation des changements climatiques. L'expérience montre qu'en quantifiant les avantages pour la santé et le bien-être, on peut souvent faire pencher la balance en faveur de choix plus écologiques. Par exemple, l'analyse coûts-avantages du US Clean Air Act a montré que chaque dollar investi dans la mise en œuvre de cette loi génère 42 dollars en avantages sociaux – presque entièrement par des améliorations de la santé. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, dans son rapport de 2007, a montré que les coûts de nombreuses interventions d'atténuation seront partiellement ou totalement compensés par des avantages pour la santé. Ces derniers sont souvent considérés proches ou

Les changements climatiques affecteront, profondément et de manière négative, les conditions de base d'une bonne santé : de l'air et de l'eau propres, des cultures alimentaires viables et des logements adéquats.

supérieurs aux « coûts sociaux » du dioxyde de carbone ou aux « coûts du marché » des programmes d'échange de crédits carbone. En d'autres termes, ces interventions doivent être valorisées et assorties de mesures incitatives pour protéger aussi bien la santé que le climat.

Ces avantages pour la santé sont, en outre, immédiats et localisés – ce qui les rend souvent particulièrement intéressants pour les hommes politiques et le grand public. Certains affirment, à juste titre, que si les populations les plus riches modéraient leur consommation de viande rouge, cela aiderait à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ils devraient ajouter avec tout autant de force que cela

aiderait aussi à réduire le risque d'obésité, de maladies cardiovasculaires et de cancers du côlon.

Pour obtenir des avantages mutuels pour la santé et l'environnement, il nous faudra commencer à collaborer davantage. Nous avons déjà le mandat de le faire. Le Secrétaire général des Nations Unies a fait des changements climatiques et de la santé les priorités de son mandat. Les objectifs du Millénaire pour le développement associent des objectifs de santé, environnement et développement. Le but énoncé de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) est autant d'éviter des dommages pour la santé et le bien-être que pour l'environnement et le développement économique. Enfin, l'année dernière, les 193 pays représentés à l'Assemblée mondiale de la santé ont adopté une résolution demandant des mesures plus drastiques pour protéger la santé contre les changements climatiques – ce qui met directement la communauté de la santé en selle pour affronter cet enjeu mondial.

Cependant, ces efforts sont encore trop isolés les uns des autres. Alors que la santé est supposée être au centre des préoccupations de la CCNUCC, et qu'elle est fréquemment identifiée comme une priorité dans les plans nationaux d'adaptation, on note une représentation quasi nulle du secteur de la santé à la Conférence des Parties à la CCNUCC. Il n'est donc guère surprenant qu'il y ait très peu de propositions de projets d'adaptation en matière de santé et encore moins de projets financés. Plus grave, nous avons peut-être raté l'occasion de faire en sorte qu'un nouvel avenir à faible consommation de carbone favorise aussi la santé, ce qui serait une perte pour tout le monde.

Nous pouvons faire beaucoup mieux que cela. Les secteurs de la santé et de l'environnement ont des atouts considérables : appui du public, compétences et motivation de millions de professionnels et de bénévoles et surtout (bien qu'elles soient encore insuffisantes) des ressources financières. Il y aura

parfois des conflits réels entre les objectifs de l'environnement et ceux de la santé. Dans ce cas, on peut s'attendre à ce que l'OMS se pose en défenseur des mesures qui sauveront ou amélioreront le plus grand nombre de vies dans le temps le plus court. Cependant, nous serons beaucoup plus souvent du même côté que du côté opposé. La lutte contre les changements climatiques et pour l'amélioration de la santé doit être une seule et même bataille. ■

Maria Neira est Directrice du département de santé publique et environnement et Diarmid Campbell-Lendrum est spécialiste des changements climatiques et de la santé à l'OMS.

